REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
99_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

2021

# Communauté de communes Les Portes briardes entre villes et forêts

-

# Rapport d'Orientations Budgétaires

Les Portes Briardes
Communauté de Communes
entre villes et forêts

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

En application des dispositions de l'article L. 5211-36 du CGCT, les dispositions de l'article L. 2312-1 du CGCT sont applicables à la Communauté de communes.

Ainsi, l'article L. 2312-1 du CGCT dispose :

*« (…) Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique (…) ».*

Ces dispositions ont été introduites par la loi NOTRe du 7 août 2015, article 107 (Nouvelle Organisation Territoriale de la République).

La Communauté de communes Les Portes briardes entre Villes et Forêts est soumise à une obligation de présentation par le Président au Conseil communautaire d'un rapport sur les orientations budgétaires.

Le rapport d'orientations budgétaires est adressé aux membres du Conseil communautaire pour le DOB (Débat d'Orientations Budgétaires). Il doit notamment comporter une présentation de la structure, de l'évolution des dépenses et des recettes, des effectifs (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, avantages en nature et du temps de travail), une information sur la structure et la gestion de la dette et les engagements pluriannuels.

En cas d'absence ou de manquement aux obligations de DOB, toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale. Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle.

La loi NOTRe prévoit en son article 107 *« amélioration de la transparence financière »* que :

- le DOB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres,
- lorsqu'un site internet existe, le rapport doit être mis en ligne,
- pour les EPCI de plus de 10 000 habitants et comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus, le rapport doit comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il doit notamment préciser l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
009_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

## SOMMAIRE

1 LE CONTEXTE GLOBAL ..... 4
1.1 BILAN ET PERSPECTIVES ECONOMIQUES 2021 ..... 4
1.2 LA LOI DE FINANCES 2021 ET LES MESURES INTERESSANT LES COLLECTIVITES LOCALES ..... 5
1.3 LE CONTEXTE LOCAL ..... 6
2 ANALYSE FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ..... 7
2.1 PREAMBULE ..... 7
2.2 LA FISCALITE INTERCOMMUNALE ..... 8
2.3 LES DOTATIONS VERSEES PAR L'ETAT ..... 14
2.4 LES SOLDES SIGNIFICATIFS DE LA GESTION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES 15
3 LES GRANDES LIGNES DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 ..... 17
4 LES ORIENTATIONS FINANCIERES ET LES MASSES BUDGETAIRES POUR 2021 ..... 19
4.1 L'EVOLUTION DES PRINCIPALES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ..... 19
4.2 L'EVOLUTION DES PRINCIPALES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ..... 20
4.3 PERSPECTIVE DES PRINCIPALES DEPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT EN 2021 ..... 24
5 LE CADRE DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021 ..... 26
6 CONCLUSION ..... 27
7 ANNEXES - PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT DES PRINCIPAUX PROJETS ..... 28

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
99_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

# 1 LE CONTEXTE GLOBAL

## 1.1 BILAN ET PERSPECTIVES ECONOMIQUES 2021

Construit à partir des orientations fixées dans le cadre de la loi de programmation pour les années 2018 à 2022, la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 décrite ci-après, est présentée par le Gouvernement comme s'inscrivant dans un contexte de croissance en berne en raison de la crise sanitaire ouverte par l'épidémie de COVID-19.

Le PLF 2021 (projet de loi de finances pour 2021), qui a préparé cette loi de finances, présente tout d'abord les indicateurs macro-économiques qui ont présidé à sa rédaction puis les mesures en matière de relations aux collectivités où figure, cette année en bonne place, la réforme de la fiscalité locale, qui connait un verdissement certain.

### 1.1.1 Contexte économique en France

Avec **une récession de -11 % du PIB en 2020**, la crise sanitaire a entraîné un choc économique sans précédent dans l'histoire de notre pays. L'impact de cette crise sur nos finances publiques est majeur, avec un déficit de 10,2% attendu en 2020.

Si toutes les composantes de la demande ont été touchées, certains secteurs ont été plus affectés que d'autres par la crise sanitaire : l'hébergement et la restauration, la fabrication d'équipements de transport (automobile et aéronautique) et les services de transport.

Le Gouvernement a pris des mesures à hauteur de 470 Md€ pour soutenir les revenus des ménages, les emplois et la trésorerie des entreprises. En sortie du premier confinement, ces mesures ont été ajustées pour accompagner la reprise de l'activité, et dès juillet 2020, des plans de soutien sectoriels ont ciblé les secteurs les plus durement touchés.

### 1.1.2 Scénario envisagé par le PLF (Projet de Loi de Finances 2021 de l'Etat)

Le projet de loi de Finances pour 2021 prévoit que le **plan de relance**, annoncé le 3 septembre 2020 et soutenu par la Facilité de relance et de résilience de l'Union européenne, ainsi que l'action massive de la Banque Centrale Européenne, puissent permettre un rebond de l'activité en 2021.

La période de confinement a contraint la consommation des ménages, qui restait en fort recul sur l'ensemble de l'année 2020 (- 8 %).

En 2021, les mesures du plan de relance devraient permettre le retour de la croissance, <u>sous réserve de l'évolution de la crise sanitaire.</u>

Le projet de loi de finances pour 2021 accompagne les collectivités dans la relance.

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

## 1.2 LA LOI DE FINANCES 2021 ET LES MESURES INTERESSANT LES COLLECTIVITES LOCALES

Voici les principales mesures de la loi de finances pour 2021 :

- **Le plan de relance de l'économie** de 100 Md€ sur 2020-2022, avec un tiers des moyens alloués à l'accélération de la transition écologique.
- La continuité de la réforme fiscale avec la **poursuite de la suppression de la taxe d'habitation**.
- Une accentuation **de la « nationalisation » des ressources des collectivités**, avec 33 Md€ de reversements de TVA et 1 Md€ de compensations fiscales nettes remplaçant la TH sur les résidences principales, la part régionale de CVAE et 50% des impôts fonciers industriels.
- Le **renouvellement du mécanisme de compensation des recettes fiscales des collectivités**, similaire à celui mis en place pour l'exercice 2020.

La LFR 3 (loi de finances rectificative n°3) pour 2020 a mis en place un « filet de sécurité budgétaire » pour les collectivités du bloc communal, les collectivités d'outre-mer et la collectivité de Corse, afin de compenser les pertes de recettes engendrées par la crise sanitaire et économique. Le dispositif d'avances remboursables des droits de mutation à titres onéreux (DMTO) permettra également de préserver les finances des départements.

Le PLF pour 2021 comprend des mesures d'accompagnement des collectivités locales dans la relance économique. D'une part, il prévoit la compensation de la baisse des impôts de production : la CVAE régionale est remplacée par une fraction de TVA affectée aux régions, égale au montant perçu au titre de la CVAE en 2020, soit près de 10 Md€.

Les communes et EPCI bénéficient d'une compensation de l'allègement de la fiscalité (CFE et TFPB) sur les établissements industriels, via un nouveau prélèvement sur les recettes de l'Etat, à hauteur de 3,3 Md€.

Pour la 4ème année consécutive, **le montant de la DGF est maintenu à son niveau antérieur.** En l'absence de revalorisation, le gel de la DGF depuis 2018 aboutit à une perte de pouvoir d'achat pour le bloc communal. En outre, en l'absence d'abondement de la DGF, l'ensemble des besoins seront comme chaque année financée par des **redéploiements de crédits à l'intérieur de la DGF** (en particulier : progression de la péréquation et de la dotation d'intercommunalité, évolution démographique, deuxième étape du rattrapage de la péréquation en faveur des communes d'outre-mer).

**La dotation d'intercommunalité augmentera de 30 millions d'€** (ce qui correspond à l'augmentation annuelle prévue depuis sa réforme en 2019). Cependant, la LF pour 2021 ne prévoit aucune mesure de correction des critères financiers et fiscaux des intercommunalités et intègre « simplement » les nouvelles ressources des EPCI dans le calcul du potentiel fiscal et du CIF.

**En 2020**, en raison principalement de cette mécanique de redéploiements, **la DGF a été en baisse pour 51 % des communes**. Les deux tiers des communes ont subi une nouvelle diminution de leur dotation forfaitaire. **Ces baisses se poursuivront en 2021.**

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

## 1.3 LE CONTEXTE LOCAL

La CCPB dispose d'un territoire dynamique, avec une forte densité de population et d'activités économiques. Comme tout le pays**, le territoire a été frappé par les mesures de confinement en 2020**. Néanmoins, il s'avère que l'impact de la crise a été particulièrement fort sur le territoire, notamment au niveau des recettes fiscales professionnelles, avec une **baisse de la CVAE de l'ordre de -39%** (contre -2% en moyenne sur le territoire).

La Communauté de communes voit donc sa situation financière se dégrader en 2021, comme anticipé lors des débats budgétaires de l'exercice précédent. Dans la continuité du travail entamé avec le bureau d'étude CALIA Conseil en 2020, la Communauté de communes poursuit ses actions de construction d'une prospective financière à horizon 2032, permettant d'anticiper au mieux les impacts de la crise, mais également les effets induits des nouveaux équipements intercommunaux sur le budget communautaire.

Ainsi, le budget 2021 est soumis à **deux contraintes** entrainant sa dégradation :

- L'impact de la crise et la continuité de la baisse des dotations de l'Etat,
- Des nouvelles charges, notamment d'équipement (Dojo intercommunal) et de dotations aux communes (DSC).

La prospective financière travaillée montre qu'une **hausse de la fiscalité sur le territoire est indispensable dans le but de maintenir à niveau la situation financière** de la collectivité sur la durée du mandat. Il a ainsi été acté qu'une première hausse de la Taxe sur le Foncier Bâti serait appliquée dès cette année, dans le but de sécuriser l'équilibre budgétaire. Ainsi, le taux de taxe sur le foncier bâti sera porté à 3,23% cette année, soit une hausse de 2,14 points. De même, une hausse parallèle de la taxe sur le foncier non bâti a été actée pour atteindre 8,27%.

Cette hausse de fiscalité, agissant sur les recettes, est complétée d'une réduction de l'attribution de compensation versée aux communes, à hauteur de 436 812 €, synonyme de fin de la prise en charge par la Communauté de communes du prélèvement communal du FPIC.

La Communauté de communes a décidé de conserver au même niveau ses dépenses d'investissement prévues sur le mandat, et de valider dans le temps l'ouverture de ses nouveaux équipements. Les différents travaux, arrêtés durant la première phase de la crise en 2020, ont pu reprendre. Les principaux projets sont :

- La salle de gymnastique intercommunale de Lésigny, ouverture prévue en 2022
- Le bassin aquatique intercommunal de Tournan-en-Brie/Gretz-Armainvilliers, ouverture prévue en 2023
- Les liaisons douces intercommunales
- La reconstruction de l'aire d'accueil intercommunale de Tournan-en-Brie

Il a estimé que le programme d'investissement de la Communauté de communes représente, à horizon 2026, des charges de fonctionnement supplémentaires à hauteur de 1 382 098 €.

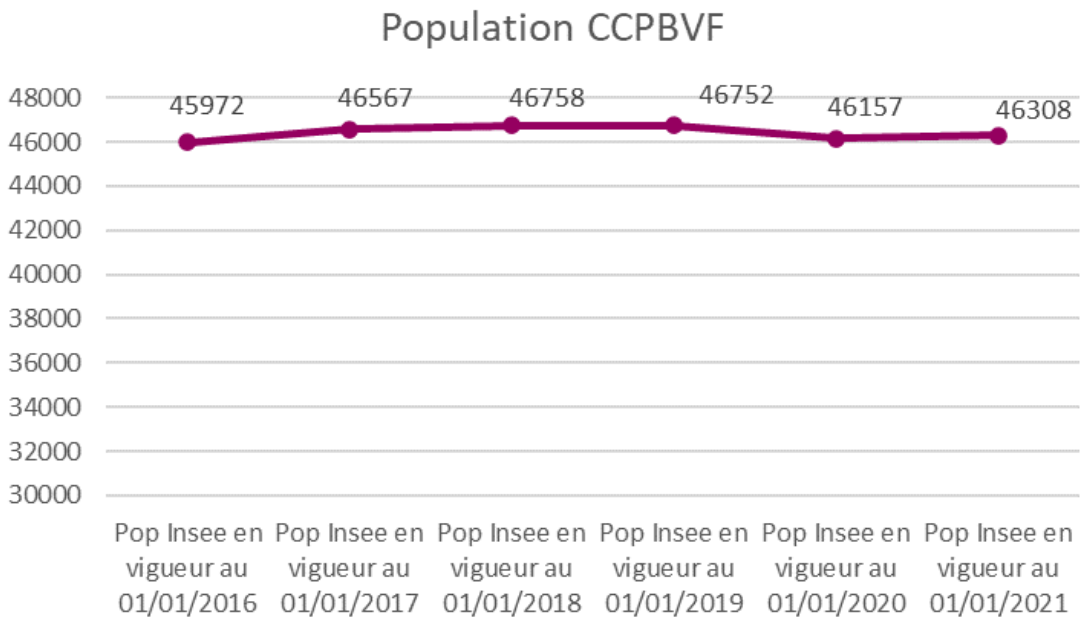
Les décisions politiques liées au budget 2021 s'inscrivent donc dans une volonté de l'exécutif de continuité vis-à-vis des orientations actées à la fin du mandat précédent, volonté symbolisée par le maintien du Plan Pluriannuel d'Investissement à son niveau, et par la conservation des mécanismes de solidarité sur le territoire.

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

# 2 ANALYSE FINANCIERE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

## 2.1 PREAMBULE

A l'analyse des chiffres INSEE, la population de la CCPB reste stable au fil des années.



REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
99_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

## 2.2 LA FISCALITÉ INTERCOMMUNALE

La Communauté de communes, en décembre 2014, a opté pour le régime de fiscalité le plus intégré. Elle est désormais soumise au régime de la fiscalité professionnelle unique (délibération n°059 du 16 décembre 2014).
Aussi, les taux de fiscalité communaux et intercommunaux doivent pouvoir évoluer de manière coordonnée et conjointe.
La Communauté de communes, par son régime fiscal intégré, prélève une part de la fiscalité ménage et la fiscalité économique

### 2.2.1 La fiscalité ménage

La Communauté de communes vote ses propres taux sur la taxe d'habitation et les taxes foncières. Sur les impôts ménages, les taux fixés par l'intercommunalité s'additionnent aux taux communaux. Les taux restent inchangés en 2021, hormis la TFB augmentant de 2,14 points, pour atteindre 3,23%, et la TFNB atteignant 8,27%, soit une hausse de 4,96 points.

| | Evolution des taux de fiscalité ménage | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | estimation 2021 |
| Taxe d'habitation | 1,150% | 1,150% | 1,150% | 1,150% | 1,150% | 1,150% |
| Taxe foncière Bâti | 1,090% | 1,090% | 1,090% | 1,090% | 1,090% | 3,230% |
| Taxe foncière Non Bâti | 3,310% | 3,310% | 3,310% | 3,310% | 3,310% | 8,270% |
| Taxe d'enlevement des ordures ménagères | 10,560% | 10,560% | 10,540% | 10,500% | 10,350% | 10,350% |

Cette évolution tient compte à la fois de l'impact de la crise sanitaire qui a fortement touché le territoire par une baisse très forte des recettes fiscales professionnelles, des conclusions de la prospective financière et de la volonté du territoire à soutenir son projet.

### 2.2.2 La fiscalité économique

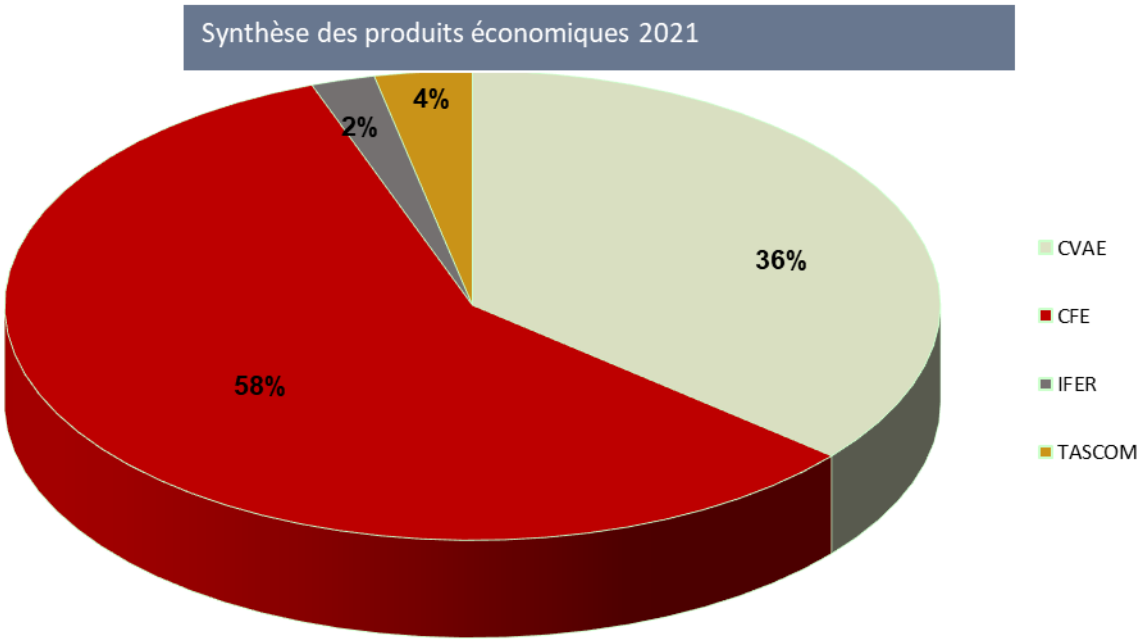
La fiscalité professionnelle levée sur le territoire représente aujourd'hui **environ 40% des impôts et taxes prélevés** par la Communauté de communes. Elle est composée de 4 taxes :

- la **cotisation foncière des entreprises** (CFE) est assise sur la seule valeur locative des biens soumis à la taxe foncière. Les équipements et biens mobiliers ainsi que les recettes ne sont plus imposés. La Communauté de communes fixe le taux de CFE et les bases minimums,
- la **cotisation sur la valeur ajoutée** (CVAE) s'applique aux entreprises entrant dans le champ d'application de la cotisation foncière des entreprises et dont le chiffre d'affaires (CA) excède 152 500 € HT. Toutes ces entreprises sont soumises à une obligation déclarative,
- certains redevables exerçant leur activité dans le secteur de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications s'acquittent, désormais, d'une imposition spécifique, **l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux** (IFER),

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
99_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

- **la taxe sur les surfaces commerciales** (TASCOM) est due par les établissements ouverts après le 1er janvier 1960, dont le chiffre d'affaires est supérieur à 460 000 € HT et qui :
    - ont une surface commerciale de plus de 400 m²,
    - ou, quelle que soit leur surface commerciale, sont exploités sous une enseigne commerciale appartenant à une tête de réseau dont la surface cumulée des établissements est supérieure à 4 000 m².

La forte baisse de la CVAE en 2021 (-39%, soit – 1 189 588 €) dégrade le montant total de la fiscalité économique sur le territoire.




### 2.2.3 La synthèse des produits fiscaux et reversements

**Le produit de la fiscalité constaté pour 2021, d'un montant de 16 775 847 € est soumis à des prélèvements pour 8 687 674,86 €.**

Le tableau, ci-dessous, permet d'appréhender les produits fiscaux (à pouvoir de taux et sans pouvoir de taux) perçus par la Communauté de communes, les reversements au profit de l'Etat au titre de la péréquation ainsi que le montant de l'attribution de compensation reversé aux communes du territoire.

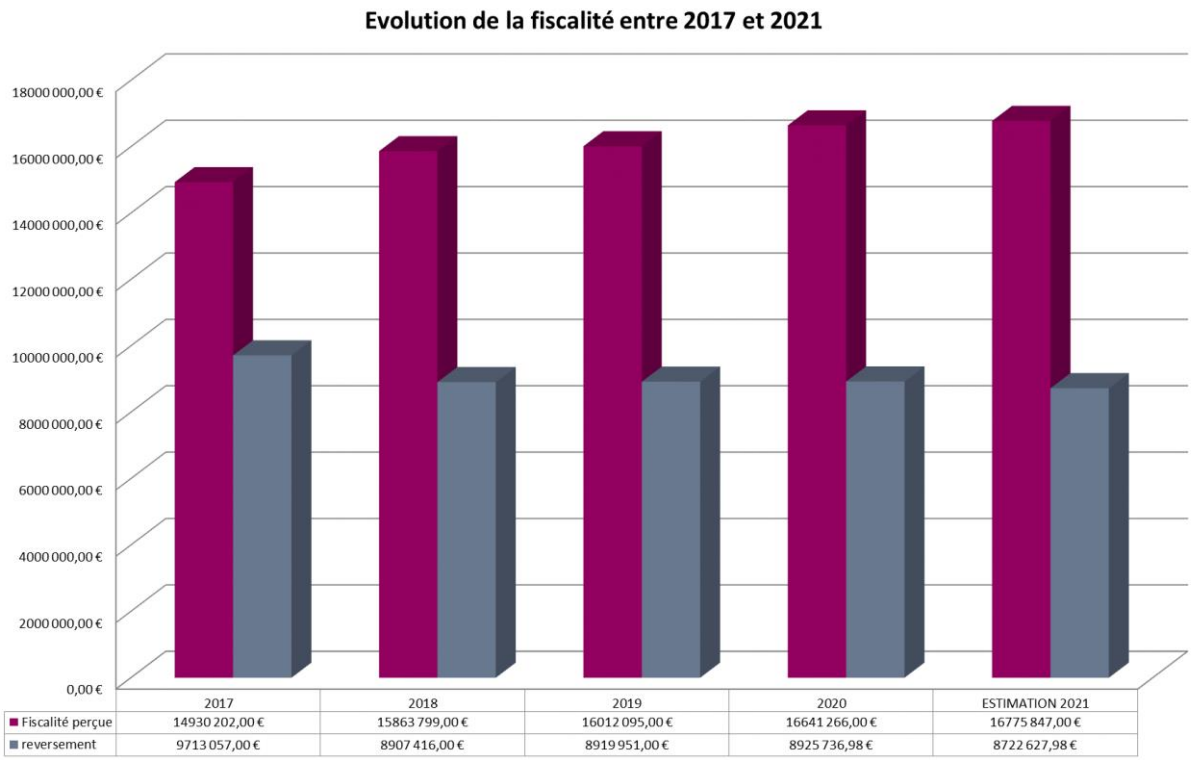
La crise sanitaire affecte principalement les ressources fiscales de la CCPB via la baisse de la CVAE par rapport à l'exercice précédent.

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

## Evolution de la fiscalité de 2017 à 2021

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Estimation 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taxe d'habitation | 833 729,00 € | 841 894,00 € | 867 996,00 € | 879 566,00 € | 879 566,00 € |
| Taxe foncière Bâti | 654 392,00 € | 664 166,00 € | 690 539,00 € | 714 388,00 € | 2 120 965,00 € |
| Taxe foncière Non Bâti | 15 228,00 € | 15 341,00 € | 15 319,00 € | 15 477,00 € | 38 748,00 € |
| Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties | 105 259,00 € | 105 833,00 € | 104 000,00 € | 105 261,00 € | 105 261,00 € |
| Taxe d'enlevement des ordures ménagères | 5 988 668,00 € | 6 132 398,00 € | 6 396 520,00 € | 6 520 636,00 € | 6 526 943,00 € |
| ROLES COMPLEMENTAIRE | 7 185,00 € | 14 308,00 € | 1 712,00 € | 196 211,00 € | |
| TOTAL DE FISCALITE DES MENAGES | 7 604 461,00 € | 7 773 940,00 € | 8 076 086,00 € | 8 431 539,00 € | 9 671 483,00 € |
| Cotisation foncière des entreprises | 4 385 214,00 € | 4 634 336,00 € | 4 646 847,00 € | 4 646 847,00 € | 4 842 138,00 € |
| CVAE | 2 210 818,00 € | 2 770 461,00 € | 2 640 434,00 € | 2 989 867,00 € | 1 800 279,00 € |
| IFER | 163 022,00 € | 170 905,00 € | 179 195,00 € | 182 947,00 € | 182 947,00 € |
| TASCOM | 263 829,00 € | 317 621,00 € | 329 515,00 € | 279 417,00 € | 279 000,00 € |
| ROLES SUPPLEMENTAIRE | 302 858,00 € | 196 536,00 € | 140 018,00 € | 110 649,00 € | |
| TOTAL DE LA FISCALITE DIRECTE | 14 930 202,00 € | 15 863 799,00 € | 16 012 095,00 € | 16 641 266,00 € | 16 775 847,00 € |
| ATTRIBUTION COMPENSATION | -9 365 910,00 € | -8 540 308,00 € | -8 540 308,00 € | -8 458 488,00 € | -8 021 670,98 € |
| FNGIR | -190 957,00 € | -190 957,00 € | -175 043,00 € | -206 871,00 € | -190 957,00 € |
| REVERSEMENT TASCOM | | | | -39 006,98 € | |
| DSC | | | | | -260 000,00 € |
| FPIC | -156 190,00 € | -176 151,00 € | -204 600,00 € | -221 371,00 € | -250 000,00 € |
| TOTAL DU REVERSEMENT DE FISCALITE | -9 713 057,00 € | -8 907 416,00 € | -8 919 951,00 € | -8 925 736,98 € | -8 722 627,98 € |
| TOTAL NET GENERAL | 5 217 145,00 € | 6 956 383,00 € | 7 092 144,00 € | 7 715 529,02 € | 8 053 219,02 € |

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202




## L'attribution de compensation

L'attribution de compensation est un dispositif de reversement, au profit des communes membres, destiné à neutraliser, à la fois le transfert de produits de fiscalité professionnelle et le coût des transferts de compétence :

- c'est une dépense obligatoire des communautés ayant adopté la fiscalité professionnelle unique (FPU),
- elle correspond, schématiquement, à la différence entre le produit de la FPU perçu par la commune l'année précédant celle de l'instauration par le groupement de la FPU et le montant des charges des compétences transférées,
- elle est réévaluée à la hausse ou à la baisse, à chaque nouveau transfert de charges.

Ainsi, la CCPB est passée au régime de fiscalité professionnelle unique au 1er janvier 2015, tout en conservant une fiscalité ménage. La CCPB compense intégralement, via les attributions de compensation (cf. tableau ci-dessous), la fiscalité professionnelle que les communes ont transférée en 2015.

Elle reverse aux communes du territoire un montant de 9 566 812 € chaque année. Ce montant a été calculé lors du changement de fiscalité intercommunale.

Le 19 décembre 2017, une délibération valide le montant des charges transférées concernant les zones d'activité économique (ZAE) pour un montant 200 903 €, aboutissant à un montant total de 9 365 910 €.

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

Le 10 décembre 2018, le Conseil communautaire délibère sur les attributions de compensation provisoires pour un montant de 8 540 308 € (suite au transfert de la contribution financière GEMAPI, de la contribution financière du SDIS et du SMEP pour un montant de 825 602 €).

Le 11 décembre 2019, le Conseil communautaire délibère sur les attributions de compensation intégrant la déduction de la part investissement des ZAE, pour un montant de 8 458 484,98 €.

Pour l'année 2021, il est acté que l'attribution de compensation versée aux communes soit révisée, du fait de la fin de la prise en charge par la CC du prélèvement du FPIC communal, ramenant ainsi l'attribution globale à **8 021 670,98 €.**

| | ATTRIBUTION COMPENSATION 2020 | SUPPRESSION FPIC | ATTRIBUTION COMPENSATION 2021 |
|---|---|---|---|
| LESIGNY | 462 054,00 € | -55 613,00 € | 406 441,00 € |
| OZOIR LA FERRIERE | 3 728 055,92 € | -194 220,00 € | 3 533 835,92 € |
| GRETZ | 2 226 016,37 € | -88 327,00 € | 2 137 689,37 € |
| FEROLLES | 74 010,00 € | -11 427,00 € | 62 583,00 € |
| TOURNAN | 1 968 348,69 € | -87 227,00 € | 1 881 121,69 € |
| | 8 458 484,98 € | -436 814,00 € | 8 021 670,98 € |

## L'évolution du FPIC

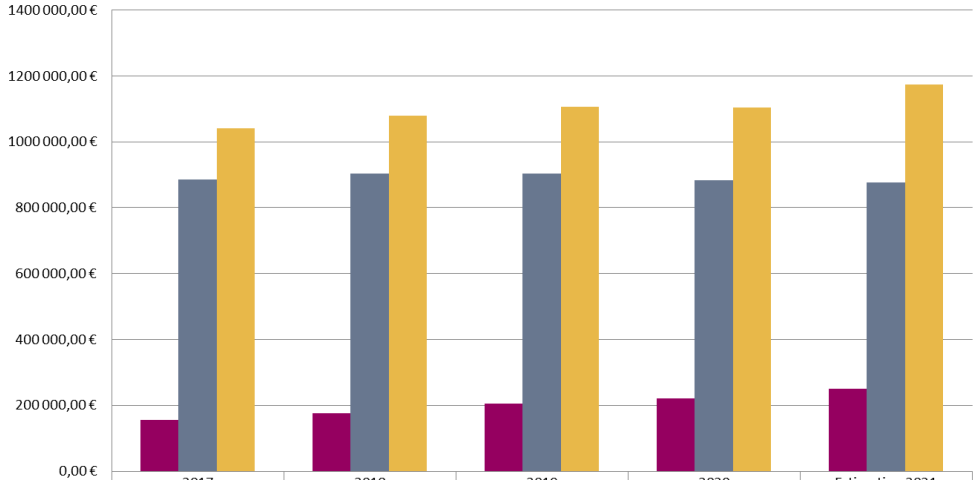
**Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)** a été mis en place en 2012. Il constitue le premier mécanisme national de péréquation horizontale pour le bloc local. Il s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres. La loi de finances pour 2012 a prévu une montée en charge progressive pour atteindre 1 000 M€ en 2016, ce fonds n'a pas évolué depuis cette date.

Concernant la CCPB, les graphiques, ci-dessous, déterminent les montants du FPIC du bloc local versés depuis 2017. L'évolution du FPIC pour chaque commune est également présentée, ainsi qu'une simulation pour l'année 2021.

**En l'état actuel des informations dont la CCPB dispose, et du fait de la hausse fiscale ayant incidence sur le FPIC, il est proposé d'inscrire au budget 2021 la somme de 250 000 € de versement au titre du FPIC.**

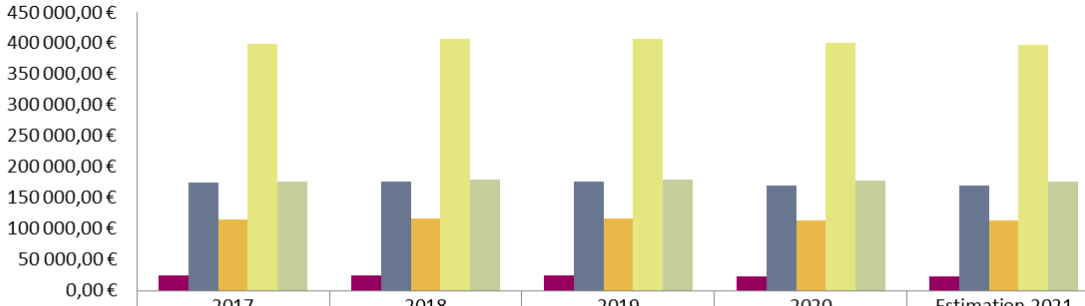
REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

## Montant du FPIC Par bloc




| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Estimation 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| PART EPCI | 156 190,00 € | 176 151,00 € | 204 600,00 € | 221 371,00 € | 250 000,00 € |
| communes | 885 821,00 € | 902 566,00 € | 902 566,00 € | 883 716,00 € | 877 195,00 € |
| MONTANT FPIC TERRITOIRE | 1042 011,00 € | 1078 717,00 € | 1107 166,00 € | 1105 087,00 € | 1173 029,00 € |

## Evolution du FPIC par commune




| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Estimation 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| FEROLLES-ATTILLY | 23 664,00 € | 23 749,00 € | 23 749,00 € | 23 061,00 € | 22 891,00 € |
| GRETZ-ARMAINIVILLIERS | 173 631,00 € | 175 986,00 € | 175 986,00 € | 170 200,00 € | 168 945,00 € |
| LESIGNY | 113 984,00 € | 116 320,00 € | 116 320,00 € | 113 247,00 € | 112 411,00 € |
| OZOIR-LA-FERRIERE | 399 104,00 € | 407 126,00 € | 407 126,00 € | 399 818,00 € | 396 867,00 € |
| TOURNAN EN BRIE | 175 438,00 € | 179 385,00 € | 179 385,00 € | 177 390,00 € | 176 081,00 € |

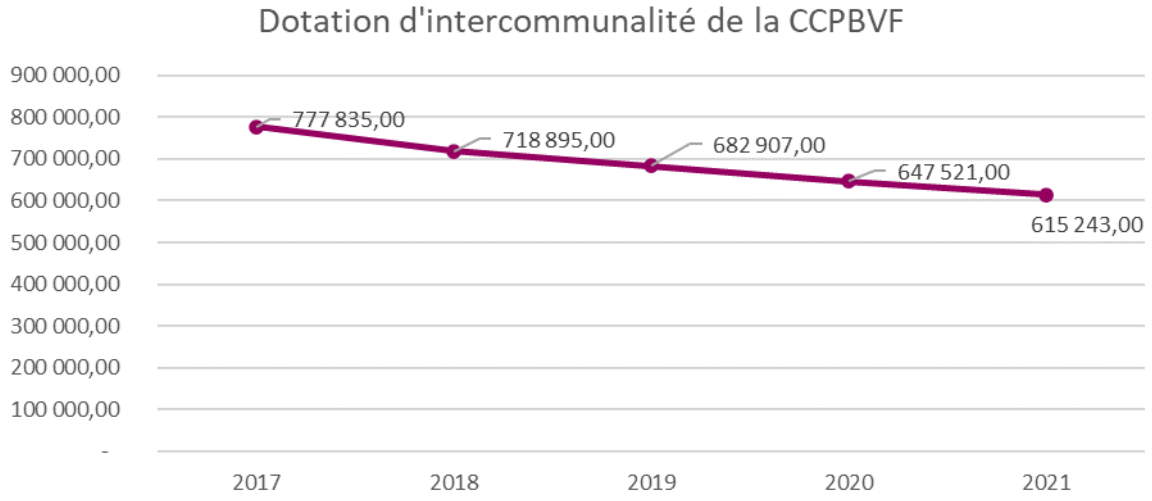
REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
99_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

## 2.3 LES DOTATIONS VERSEES PAR L'ETAT

Les estimations de dotations pour 2021 se basent sur la règlementation actuellement en vigueur.

**Evolution de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)**

En 2021, la révision de l'attribution de compensation et la hausse fiscale permet au Coefficient d'Intégration Fiscale d'augmenter. Néanmoins, la Dotation d'Intercommunalité de la Communauté de communes continue de diminuer, étant toujours soutenue par un mécanisme de garantie dégressive.




Le Coefficient d'Intégration Fiscale est un indicateur permettant de juger « l'intégration » d'un territoire. Plus l'intercommunalité a un rôle prépondérant dans l'exercice des compétences sur le territoire, plus le CIF est élevé. Son mode de calcul est le suivant :

$$\frac{Ressources\ fiscales\ EPCI - Dépenses\ de\ transfert}{Ressources\ fiscales\ EPCI + Ressources\ fiscales\ Communes}$$

La convergence de la réduction des dépenses de transfert sur le territoire avec la hausse des ressources fiscales de l'EPCI permettra au CIF de progresser de manière plus importante en 2022. Le CIF moyen indiqué ci-dessous est celui des EPCI de même strate.

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | BP 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| COEFFICIENT D'INTEGRATION FISCALE | 14,74 | 16,59 | 18,48 | 20,00 | 20,02 |
| COEFFICIENT MOYEN DE LA CATEGORIE | 35,67 | 36,6753 | 36,6753 | 36,6753 | 36,6753 |

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

## 2.4 LES SOLDES SIGNIFICATIFS DE LA GESTION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Quatre indicateurs sont mesurés pour résumer la situation financière de la Communauté de Communes, qui se présente comme suit :

| | Estimation 2021 |
|---|---|
| **Dépenses de gestion** | 19 555 481,00 |
| **Recettes de gestion** | 20 252 249,00 |
| ***Résultat courant*** | 696 768,00 |
| *Résultat financier* | - 41 532,76 |
| | |
| **CAF brute hors exceptionnel** | 655 235,24 |
| | |
| **CAF nette hors exceptionnel** | 325 235,24 |
| | |
| **Investissement - Reste à charge** | 5 081 060,24 |
| | |
| Besoin de financement / Nouvel emprunt | 4 755 825,00 |
| | |
| Encours de dette | 8 502 825,05 |
| **Capacité de désendettement hors exceptionnel** | 12,98 |
| **Taux de CAF brut hors exceptionnel** | 3,24% |

**1er indicateur :** le **taux de CAF** ou **autofinancement brut** est la somme des soldes de fonctionnement et permet de financer les investissements et/ou le remboursement du capital emprunté. La **CAF nette** est l'autofinancement après remboursement du capital emprunté (disponibilité pour les investissements). Le taux de CAF correspond au rapport **d'autofinancement brut/recettes de fonctionnement**.

En 2021, le taux de CAF brut de la communauté devrait atteindre les **3,24 %.**

**2e indicateur :** la **capacité de désendettement** permet de savoir combien d'années sont nécessaires à la collectivité pour rembourser l'intégralité de sa dette avec son autofinancement. C'est le rapport encours de dette / CAF brute. La durée de 12 ans tend à s'imposer comme référence de seuil critique dans le cadre du *« dispositif de Cahors »,* même si ce seuil est suspendu du fait des circonstances sanitaires.

Au 31 décembre 2020, l'encours de dette est de 4 077 000,05 € € pour des recettes réelles de fonctionnement de 20 280 654 €.

En 2021, la CCPB devra emprunter 4 755 825 euros supplémentaires dans le cadre du financement de son PPI.

La réduction de l'autofinancement de la CCPB, couplée à un programme d'investissement important oblige la Communauté à emprunter.

En 2021, le ratio de désendettement est de 12,98 ans, juste au-dessus du niveau maximal conseillé par les contrats de Cahors (12 ans)

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
99_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|
| **Encours de dette au 1er janvier** | 2 260 000,00 | 2 086 667,00 | 1 913 333,00 | 4 077 000,00 |
| **Annuité en capital** | 173 333,00 | 173 333,00 | 296 933,00 | 330 000,00 |
| **Appel d'emprunt** | - | - | 2 460 000,00 | 4 755 825,00 |
| **Dette au 31 décembre** | 2 086 667,00 | 1 913 334,00 | 4 077 000,00 | 8 502 825,00 |

**3e indicateur :** le **niveau d'endettement,** soit l'encours de la dette sur les recettes réelles de fonctionnement.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|
| **Taux d'endettement (encours dette/recettes réelles de fonctionnement** | 10,65% | 9,68% | 19,95% | 41,98% |

Le taux d'endettement de la communauté augmente du fait de l'important plan pluriannuel d'investissement et de la crise. Le seuil d'alerte pour une communauté de communes est atteint au-delà de 56,50%

**4e indicateur :** la **rigidité des charges de structures,** soit les frais de personnel, plus le remboursement annuel de la dette, sur les recettes réelles de fonctionnement.

| 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | BP 2021 |
|---|---|---|---|---|
| 3,01% | 3,97% | 4,07% | 4,41% | 6,97% |

Le taux de rigidité des charges de structures reste faible malgré les hausses de frais de personnel, et indique alors que les charges incompressibles de la collectivité restent limitées.

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

## 3 LES GRANDES LIGNES DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020

Les orientations du budget 2021 doivent bien entendu tenir compte du compte administratif de l'exercice 2020, qui dégage un résultat bénéficiaire de clôture au niveau des deux sections, après reversement de la part de fonctionnement affectée à l'investissement.

**Résultat d'exécution du budget**

| | Résultat de clôture 2019 | Part affectée à l'investissement 2019 | Exécution 2020 dépenses | Exécution 2020 recettes | Résultat de l'exercice 2020 | Résultat de clôture 2020 estimé |
|---|---|---|---|---|---|---|
| investissement | -1 099 627,77 € | 6 541 401,58 € | 7 895 281,41 € | 4 808 818,93 € | 3 454 939,10 € | 2 355 311,33 € |
| fonctionnement | 7 206 102,89 € | -6 541 401,58 € | 18 510 869,84 € | 20 532 060,19 € | 2 021 190,35 € | 2 685 891,66 € |
| TOTAL | 6 106 475,12 € | 0,00 € | 26 405 601,43 € | 25 340 879,12 € | 5 476 129,45 € | 5 041 202,99 € |

**L'excédent de fonctionnement** de 2020 s'élève à un montant de 2 021 190,35 €, auquel vient s'ajouter le résultat de clôture de l'année 2019 pour un montant de 7 206 102,89 €.

Le résultat de clôture 2020 est ainsi arrêté à un montant de 2 685 891,66 €, une fois la part affectée à l'investissement retirée, soit 6 541 401,58 €.

**L'excédent d'investissement** de 2020 ressort quant à lui à 2 355 311,33 € grâce au versement de la section de fonctionnement.

Ce résultat est corrigé par la prise en considération des restes à réaliser en dépenses et en recettes.

- Les restes à réaliser en dépenses sont estimés pour un montant de 6 071 466,66 €
- Les restes à réaliser en recettes sont estimés pour un montant de 3 648 286,23 €

Pour les dépenses d'investissement à reporter dans un premier temps au budget 2021, il s'agit des engagements suivants :

- Construction du Dojo intercommunal……230 949,53 €
- Construction de la salle de gymnastique intercommunale…… 3 216 150,49 €
- Construction du bassin nautique intercommunal…… 5 394,00 €
- Construction de l'aire d'accueil intercommunale……705 616,84 €
- Etude N4……82 344,00 €
- Etude ZAE d'investissement……14 904,00 €
- Création de liaisons douces sur les 5 communes……1 491 087,98 €
- Achat d'un PC portable……718,80 €
- Frais de notaire pour les parcelles de la salle de gym intercommunale……730,02 €
- Fonds de concours……264 703,20 €
- Convention maitrise d'ouvrage avec l'Orée de la Brie…… 48 885,26 €
- Acquisitions de logiciels……9 982,54 €

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

Pour les recettes d'investissement, à reporter dans un premier temps au budget 2021, il s'agit de :

- Subvention régionale pour le Dojo intercommunal (FCTVA équipements)……..731 741,68 €
- Subvention régionale pour le Dojo Intercommunal……20 000,00 €
- Subvention régionale pour la salle de gymnastique intercommunale……100 000,00 €
- Subvention départementale JO 2024 pour le Dojo intercommunal……....150 000,00 €
- Subvention départementale pour l'aire d'accueil intercommunale...……..101 200,00 €
- Subvention départementale JO 2024 pour la salle de gym intercommunale……350 000,00 €
- Subvention Etat pour aire d'accueil et terrain familial intercommunal(e)……...500 000,00 €
- Subvention Etat pour l'aménagement des liaisons douces intercommunales.....142 465,26 €
- Subvention régionale pour les liaisons douces ……1 140 707,39 €
- Subvention départementale pour les liaisons douces ……412 171,90 €

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

# 4 LES ORIENTATIONS FINANCIERES ET LES MASSES BUDGETAIRES POUR 2021

## 4.1 L'EVOLUTION DES PRINCIPALES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Recettes de fonctionnement | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | ESTIMATION 2021 | Taux d'évolution |
|---|---|---|---|---|---|
| 013 Atténuation de charges | 1 787,26 € | 281,35 € | 1 981,00 € | 250,00 € | -87,38% |
| 70 Produits des services | 15 670,30 € | 8 814,18 € | 20 856,58 € | 24 000,00 € | 15,07% |
| 73 Impôts et taxes | 15 864 459,00 € | 16 012 095,00 € | 16 641 702,97 € | 16 776 347,00 € | 0,81% |
| 74 Dotations, subventions et participations | 3 636 422,67 € | 3 584 432,23 € | 3 607 290,72 € | 3 434 649,00 € | -4,79% |
| 75 Autres produits de gestion courante | 18 156,00 € | 12 364,43 € | 8 822,75 € | 17 003,00 € | 92,72% |
| 77 Produits exceptionnels | 61 753,64 € | 150 246,10 € | 157 634,98 € | 1 769,44 € | -98,88% |
| Total des recettes de la section fonctionnement | 19 598 248,87 € | 19 768 233,29 € | 20 438 289,00 € | 20 254 168,44 € | -0,90% |
| 042 opérations d'ordre entre section | | | 93 771,19 € | | -100,00% |
| 002 Excédent de fonctionnement reporté | 3 071 244,86 € | 5 251 182,89 € | 664 701,31 € | 2 618 022,56 € | 293,86% |
| Total des recettes de la section fonctionnement | 22 669 493,73 € | 25 019 416,18 € | 21 196 761,50 € | 22 872 041,00 € | 7,90% |

### Chapitre 73 : Impôts et taxes

Le produit simulé de la fiscalité directe s'établirait à **16 775 847 euros** incluant la TEOM.

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Estimation 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| Taxe d'habitation | 833 729,00 € | 841 894,00 € | 867 996,00 € | 879 566,00 € | 879 566,00 € |
| Taxe foncière Bâti | 654 392,00 € | 664 166,00 € | 690 539,00 € | 714 388,00 € | 2 120 965,00 € |
| Taxe foncière Non Bâti | 15 228,00 € | 15 341,00 € | 15 319,00 € | 15 477,00 € | 38 748,00 € |
| Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties | 105 259,00 € | 105 833,00 € | 104 000,00 € | 105 261,00 € | 105 261,00 € |
| Taxe d'enlevement des ordures ménagères | 5 988 668,00 € | 6 132 398,00 € | 6 396 520,00 € | 6 520 636,00 € | 6 526 943,00 € |
| ROLES COMPLEMENTAIRE | 7 185,00 € | 14 308,00 € | 1 712,00 € | 196 211,00 € | |
| TOTAL DE FISCALITE DES MENAGES | 7 604 461,00 € | 7 773 940,00 € | 8 076 086,00 € | 8 431 539,00 € | 9 671 483,00 € |
| Cotisation foncière des entreprises | 4 385 214,00 € | 4 634 336,00 € | 4 646 847,00 € | 4 646 847,00 € | 4 842 138,00 € |
| CVAE | 2 210 818,00 € | 2 770 461,00 € | 2 640 434,00 € | 2 989 867,00 € | 1 800 279,00 € |
| IFER | 163 022,00 € | 170 905,00 € | 179 195,00 € | 182 947,00 € | 182 947,00 € |
| TASCOM | 263 829,00 € | 317 621,00 € | 329 515,00 € | 279 417,00 € | 279 000,00 € |
| ROLES SUPPLEMENTAIRE | 302 858,00 € | 196 536,00 € | 140 018,00 € | 110 649,00 € | |
| TOTAL DE LA FISCALITE DIRECTE | 14 930 202,00 € | 15 863 799,00 € | 16 012 095,00 € | 16 641 266,00 € | 16 775 847,00 € |

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

Cette simulation tient compte des effets avérés et potentiels de la crise actuelle, notamment d'une diminution forte de la CVAE et d'une réduction modérée de la CFE. De plus, la simulation intègre la hausse fiscale décidée (TFB à 3,23% et TFNB à 8,27%)

**Chapitre 74 : dotations et subventions**

La Dotation Globale de Fonctionnement 2021 s'élèverait à 3 250 400 € soit une perte de recettes de 86 157 €.

| | 2019 | 2020 | Estimation 2021 | ecart | Evolution |
|---|---|---|---|---|---|
| Dotation d'intercommunalité | 718 895,00 € | 718 895,00 € | 647 521,00 € | -71 374,00 € | -9,93% |
| Contribution au redressement des finances publiques | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |
| Dotation d'intercommunalité notifiée | 718 895,00 € | 647 521,00 € | 615 145,00 € | -32 376,00 € | -5,00% |
| | | | | | |
| Compensation part salaires | 2 739 115,00 € | 2 689 036,00 € | 2 635 255,00 € | -53 781,00 € | -2,00% |
| Dotation Globale de Fonctionnement | 3 458 010,00 € | 3 336 557,00 € | 3 250 400,00 € | 86 157,00 € | -2,58% |

## 4.2 L'EVOLUTION DES PRINCIPALES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Dépenses de fonctionnement | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | ESTIMATION 2021 | Taux d'évolution |
|---|---|---|---|---|---|
| 011 Charges à caractère général | 6 718 068,72 € | 7 071 168,44 € | 954 931,68 € | 1 707 407,00 € | 78,80% |
| 012 Charges de personnel | 604 337,73 € | 624 668,37 € | 599 324,19 € | 1 082 322,00 € | 80,59% |
| 65 Charges de gestion courante | 1 144 799,13 € | 1 142 964,29 € | 7 895 800,96 € | 8 043 121,00 € | 1,87% |
| 66 Charges financières | 27 566,42 € | 26 196,41 € | 31 672,45 € | 41 532,76 € | 31,13% |
| 67 Charges exceptionnelles | 0,00 € | 4 083,48 € | 8 639,87 € | 10 100,24 € | 16,90% |
| 014 Atténuations de produits | 8 907 416,00 € | 8 919 951,00 € | 8 925 736,98 € | 8 722 631,00 € | -2,67% |
| Total des dépenses de la section fonctionnement | 17 402 188,00 € | 17 789 031,99 € | 18 416 106,13 € | 19 607 114,00 € | 6,28% |
| 042 Opérations d'ordre de transfert entre section | 16 122,84 € | 24 281,30 € | 94 513,89 € | 142 527,00 € | 50,80% |
| 022 Dépenses imprévues | | | | 107 044,00 € | |
| 023 virement à la section d'investissement | | | | 3 015 356,00 € | |
| Total des dépenses de la section fonctionnement | 17 418 310,84 € | 17 813 313,29 € | 18 510 620,02 € | 22 872 041,00 € | 23,56% |

**Chapitre 011 : charges à caractère général**

Ce chapitre fait l'objet d'une hausse des dépenses en 2021 due essentiellement aux inscriptions :

- Des charges de fonctionnement induites de la mise en route du Dojo intercommunal
- Des charges de fonctionnement induites des liaisons douces et de l'ouverture de la salle de gymnastique
- Du retour à la normale du niveau d'un certain nombre de dépenses en baisse en 2020 du fait de la crise

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

**Chapitre 012 : les moyens humains en 2021**

L'article 107 de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République a modifié le code général des collectivités territoriales relatif au DOB, en complétant les dispositions relatives au contenu du débat.

Pour les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, ce rapport doit comporter également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Plusieurs recrutements/remplacements seront inscrits au budget 2021 :

- Un gestionnaire RH et comptabilité (juillet 2021) suite au départ en retraite,
- Un directeur financier,
- Deux instructeurs du droit des sols suite aux mutations,
- Un responsable des Sports (septembre 2021),
- Un gestionnaire Marchés/Contrats/Subventions.

| | 2018 | 2019 | 2020 | ESTIMATION 2021 |
|---|---|---|---|---|
| Dépenses Réelles de fonctionnement | 17 402 343,15 € | 17 789 031,99 € | 18 416 106,13 € | 19 408 151,00 € |
| Chapitre 012 | 604 337,73 € | 624 668,37 € | 599 324,19 € | 1 082 322,00 € |
| Ratio | 3,47% | 3,51% | 3,25% | 5,58% |

**L'évolution du chapitre 012 tient compte de l'évolution de la masse salariale du personnel de la CCPB mais également de l'intégration des personnels mis à disposition par les communes dans le cadre des conventions signées entre la CCPB et les communes afin de gérer et entretenir les équipements communautaires (Dojo intercommunal, liaisons douces intercommunales, ZAE intercommunales,…).**

**Répartition des effectifs par catégorie au 1er janvier de l'année :**

| | 2018 | | 2019 | | 2020 | | 2021 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | EP | IA | EP | IA | EP | IA | EP | IA |
| CAT.A | 5 | 3 | 5 | 4 | 5 | 4 | 5 | 3 |
| CAT.B | 1 | 1 | 1 | 0 | 2 | 0 | 2 | 0 |
| CAT.C | 5 | | 3 | | 4 | | 5 | |
| TOTAL | 11 | 4 | 9 | 4 | 11 | 4 | 12 | 3 |

* EP : Effectif permanent

* IA : Indemnité accessoire (chargés de mission)

**L'effectif permanent est exclusivement féminin, réparti par catégories :**

| | Nombre | Femmes | Hommes |
|---|---|---|---|
| CAT.A | 5 | 5 | |
| CAT.B | 2 | 2 | |
| CAT.C | 5 | 5 | |
| TOTAL | 12 | 12 | |

Les rémunérations des agents s'échelonnent de l'indice majoré 328 à l'indice majoré 793.

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

S'agissant de la masse salariale du personnel permanent (constat au 31/12/2020), les dépenses se répartissent de la façon suivante :

- Les traitements indiciaires : 308 016,91 €
- Les régimes indemnitaires : 71 324,61 €
- NBI, supplément familial et indemnité de résidence : 2 823,64 €
- Avantage en nature : 0,00 €

Les agents bénéficient d'un régime indemnitaire (mise en place du RIFSSEP en 2020).

A la CCPB, la durée annuelle de travail effectif pour un agent à temps complet correspond à 1 607 heures.

La mise en place de l'aménagement du temps de travail basé sur une durée hebdomadaire de 37h50, soit 7h50 par jour et la compensation par l'attribution de 15 jours ARTT présente, depuis le 1er janvier 2017, une réponse appropriée à l'amélioration des conditions de travail du personnel, de la charge de travail, de l'organisation du temps de travail (horaires, permanences…) et de l'harmonisation des activités au sein de la collectivité.

**Chapitre 65 : autres charges de gestion courante**

Au budget primitif 2021, une enveloppe sera reconduite pour :

- Cotisation au SDIS : 649 704 € (2020 : 646 206 €)
- Participation à Seine-et-Marne numérique : 35 207 € (2020 : 35 327 €)
- Cotisation au SMEP : 34 635 € (2020 : 35 002,50 €)
- Cotisation au SAGE : 4 230 € (2020 : 4 233 €)
- Cotisation à la GEMAPI : 374 258 € (2020 : 375 012 €)
- Subvention à Initiative Melun Val de-Seine : 13894 € (2020 : 11 641,75 €)
- Subvention à la Mission locale : 71 200 € (2020 : 71 755 €)
- Subvention à l'association Travail Entraide : 61 000 € (2020 : 61 000 €)
- Contribution à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères : 6 975 273 € (2020 : 6 942 337,87 €)
- Indemnité des élus : 134 500 € (2020 : 126 806,82 €)

**Chapitre 014 : atténuation de produits**

- ***Le FPIC***

Ce budget tiendra compte du Fonds de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales (FPIC) pris en charge par la Communauté de communes depuis 2015 et reversé par les communes en fonction de leur potentiel fiscal.

**Au regard des incertitudes liées à la situation actuelle suite à la crise, il a été décidé de porter la part de la CCPB à 250 000 €, comme lors du ROB 2020.**

Face aux besoins financiers de la CCPB, la Communauté de communes met fin en 2021 à son soutien aux communes contributrices, et dégage ainsi un autofinancement supplémentaire de 436 812 €. Ce soutien ne consistait pas en une prise en charge directe du FPIC via une répartition dérogatoire, mais en une augmentation de l'attribution de compensation, à laquelle il est donc mis fin (voir ci-dessous).

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

- ***Les attributions de compensation***

Les attributions de compensation pour l'année 2021 s'établiraient à 8 021 670,98 € (voir tableau p.12).

- ***Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources***

Le montant du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources est identique pour l'année 2021 à hauteur de **190 957 €.**

- ***La Dotation de Solidarité Communautaire***

Dans le cadre du contrat de ville liant la CCPB à la commune d'Ozoir-la-Ferrière, une enveloppe de DSC est provisionnée à hauteur de 260 000 € dans le cadre de son versement à la ville.

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

## 4.3 PERSPECTIVE DES PRINCIPALES DEPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT EN 2021

### Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement représenteront pour l'exercice budgétaire 2021 16 849 413,00 €, dont 16 049 412,66 € de dépenses réelles.

| Dépenses d'investissement | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | ESTIMATION 2021 | Taux d'évolution |
|---|---|---|---|---|---|
| 20 Immobilisations incorporelles | 906 328,04 € | 55 493,40 € | 17 339,84 € | 106 128,54 € | 512,05% |
| 204 Subventions équipements | 8 059,74 € | 315 410,18 € | 436 910,74 € | 646 654,46 € | 48,01% |
| 21 Immobilisations corporelles | 136 846,38 € | 5 173,80 € | 36 849,63 € | 180 178,82 € | 388,96% |
| 23 Immobilisations en cours | 0,00 € | 2 496 034,41 € | 6 674 999,11 € | 15 116 450,84 € | 126,46% |
| 27 Immobilisations financières | 180 383,32 € | 0,00 € | 0,00 € | | #DIV/0! |
| 16 Emprunts | | 175 733,32 € | 296 933,32 € | 350 000,34 € | 17,87% |
| 020 Dépenses imprévues | | | 0,00 € | | #DIV/0! |
| 040 Opérations d'ordre entre section | | | 93 771,19 € | | -100,00% |
| 041 Opérations patrimoniales | 106 603,20 € | | 338 177,58 € | 450 000,00 € | 33,07% |
| 001 déficit d'investissement 2019 | | | 1 099 627,77 € | | -100,00% |
| Total des dépenses de la section d'investissement | 1 338 220,68 € | 3 047 845,11 € | 8 994 609,18 € | 16 849 413,00 € | 87,33% |

Les principales dépenses concernent les différents projets détaillés ci-dessous (dont restes à réaliser 2020) :

- Dojo intercommunal : 310 949,53 €
- Salle de gymnastique intercommunale : 5 917 339,51 €
- Bassin aquatique intercommunal : 1 641 394 €
- Aire d'accueil intercommunale : 880 069,84 €
- Liaisons douces intercommunales : 4 012 036,24 €

Ces dépenses sont décomposées comme suit :

- Constructions et réalisations : 8 739 212,86 €
- Installations, matériel et outillage techniques : 5 927 237,98 €
- Avances sur chantiers : 450 000 €

La crise de 2020 a fortement ralenti les différents chantiers de la CCPB, et entraine donc un fort report des dépenses d'investissement prévues lors de l'exercice précédent sur 2021.

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

### Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement en 2021 représenteront 16 849 413 €, dont 6 115 543,33 € de recettes réelles hors emprunts et dettes assimilées. Un emprunt d'équilibre d'environ 4 755 825,34 € euros est nécessaire.

| Recettes d'investissement | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | ESTIMATION 2021 | Taux d'évolution |
|---|---|---|---|---|---|
| 10 Dotations | 906 328,04 € | 67 391,79 € | 7 227 924,21 € | 3 198 848,78 € | -55,74% |
| 13 Subventions | 8 059,74 € | 206 766,00 € | 1 194 461,45 € | 2 916 544,55 € | 144,17% |
| 16 Emprunts | 136 846,38 € | 2 400,00 € | 2 460 900,00 € | 4 775 825,34 € | 94,07% |
| 19 Différence sur réalisations | 0,00 € | | | | |
| 001 Excédents d'investissements | 180 383,32 € | 1 647 378,25 € | 0,00 € | 2 355 311,33 € | |
| 040 Opérations d'ordre entre section | | 24 281,30 € | 94 513,89 € | 137 527,00 € | 45,51% |
| 041 Opérations patrimoniales | | 0,00 € | 372 420,96 € | 450 000,00 € | 20,83% |
| 021 Virement de la section fonctionnement | | | | 3 015 356,00 € | |
| Total des recettes de la section d'investissement | 1 231 617,48 € | 1 948 217,34 € | 11 350 220,51 € | 16 849 413,00 € | 48,45% |

Le FCTVA est une dotation d'investissement basée sur les investissements des collectivités. Il a pour objet de compenser de manière forfaitaire la TVA que les bénéficiaires du fonds ont acquittée sur leurs dépenses réelles d'investissement (c'est-à-dire les dépenses d'investissement TTC) et qu'ils ne peuvent directement récupérer par la voie fiscale.

En 2021, le montant du FCTVA sera plus important qu'en 2020 du fait du report des investissements. Il est estimé à 3 130 979,68 €.

D'importantes subventions venant de la région et du département permettent de soutenir les différents chantiers en cours, notamment à travers le CID signé en 2018 (contrat intercommunal de développement). La CCPB devrait toucher une partie ou le solde de ces subventions en 2021, soit pour :

- Le dojo intercommunal : 170 000 €
- La salle de gymnastique intercommunale : 450 000 €
- Les liaisons douces intercommunales : 1 695 344,55 €
- L'aire d'accueil intercommunale : 601 200 €

Les subventions proviennent de la Région Ile-de-France (plan Vélo, plan RER V, subventions équipements sportifs), du Département de Seine-et-Marne (CID), de l'Etat (DETR pour l'aire d'accueil des gens du voyage et les liaisons douces).

Un CID 2e génération devrait être signé en 2021 qui sera désormais dévolu aux seuls projets intercommunaux permettant de soutenir les travaux à hauteur de 40%.

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

## 5 LE CADRE DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021

Dans le cadre particulier de l'exercice 2021 en cours, il a été décidé, dès la fin de l'année 2020, de conserver le PPI tel que validé il y a un an, sans mettre de côté aucun projet. La Communauté de communes conserve ainsi de fortes charges d'investissement pour cet exercice, comme pour l'exercice 2022 à venir.

En parallèle, la CCPB voit sa situation financière globale se dégrader en 2021, du fait de la crise financière et de la baisse des recettes fiscales professionnelles. Pour pallier à cette dégradation, et pour assurer l'équilibre du budget pour 2021, il a été décidé une augmentation de la taxe foncière sur le bâti à 3,23% et de la taxe foncière sur le non bâti à 8,27 %, permettant une hausse des recettes de plus de 1,3M €.

Néanmoins, la tendance est à la continuité dans la dégradation de la situation financière de la Communauté de communes. Malgré la hausse de fiscalité, les dotations de l'Etat devraient continuer de diminuer, et l'impact de la crise reste encore incertain à moyen terme. Ainsi, une clause de revoyure annuelle devra être mise en place afin d'analyser la situation de la CC et de prendre les mesures adéquates en fonction de la situation en temps réel.

Cette clause de revoyure pourra s'inscrire dans le pacte financier et fiscal que la CCPB doit légalement élaborer cette année, et viendra en parallèle de leviers de financement du PPI, sous l'aune de la collaboration entre les communes et l'EPCI

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

## 6 CONCLUSION

L'exercice 2021 s'inscrit dans un contexte d'incertitude liée à la crise de la COVID. Si les premiers effets sur les finances locales apparaissent, une dégradation encore plus importante de la situation des collectivités ne doit pas être écartée. Deux enjeux majeurs viennent donc embrassés l'élaboration du budget 2021.

Tout d'abord, l'importance pour la Communauté de communes des Portes briardes entre Villes et Forêts d'encaisser la diminution du niveau de son autofinancement cette année afin d'être en mesure d'équilibrer sereinement le budget. Ce besoin se traduit par une augmentation de la fiscalité ménage, permettant à la CC de conserver une capacité d'autofinancement nette, obligatoire dans le cadre de la souscription à de nouveaux emprunts.

Ensuite, la Communauté de communes doit d'ores et déjà penser aux exercices budgétaires suivants, et doit anticiper une possible dégradation de son résultat financier. Une ligne directrice forte doit donc être définie, et elle se traduit par une volonté de conserver un Plan Pluriannuel d'Investissement ambitieux jusqu'au mi-mandat, et par une vigilance annuelle quant à la dégradation ou à l'amélioration des finances de la Communauté de communes.

Ainsi, si la hausse fiscale permet l'équilibre du budget en 2021, elle ne doit pas occulter les futurs besoins de la CCPB pour les exercices à venir. La clause de revoyure annuelle permettra à l'exécutif d'analyser finement les derniers impacts de la crise, et d'aviser selon les prévisions financières.

REÇU EN PREFECTURE
le 02/04/2021
Application agréée E-legalite.com
09_DE-077-200023125-20210330-DEL_009_202

# 7 ANNEXES - PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT DES PRINCIPAUX PROJETS

**Principaux projets d'investissement - Plan pluriannuel**

| | DOJO | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Dépenses | 1 842 682,05 | 310 949,53 | - | - |
| Recettes | 1 034 153,23 | 239 444,64 | - | - |
| **Fonds propres à consommer** | **808 528,82** | **71 504,89** | **-** | **-** |

| | Salle de Gymnastique | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Dépenses | 138 685,60 | 5 917 339,51 | - | - |
| Recettes | 170 332,50 | 1 430 327,92 | - | - |
| **Fonds propres à consommer** | **- 31 646,90** | **4 487 011,59** | **-** | **-** |

| | Bassin Aquatique | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Dépenses | 101 234,84 | 1 641 394,00 | 8 594 434,00 | 368 400,00 |
| Recettes | 748,02 | 281 484,44 | 2 619 708,00 | 60 433,00 |
| **Fonds propres à consommer** | **100 486,82** | **1 359 909,56** | **5 974 726,00** | **307 967,00** |

| | Aire d'accueil | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Dépenses | 1 838 601,42 | 880 069,84 | - | - |
| Recettes | 301 604,18 | 745 947,56 | - | - |
| **Fonds propres à consommer** | **1 536 997,24** | **134 122,28** | **-** | **-** |

| | Liaisons douces | | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
| Dépenses | 2 397 383,07 | 4 012 036,24 | - | - |
| Recettes | 875 274,17 | 2 706 431,73 | - | - |
| **Fonds propres à consommer** | **1 522 108,90** | **1 305 604,51** | **-** | **-** |